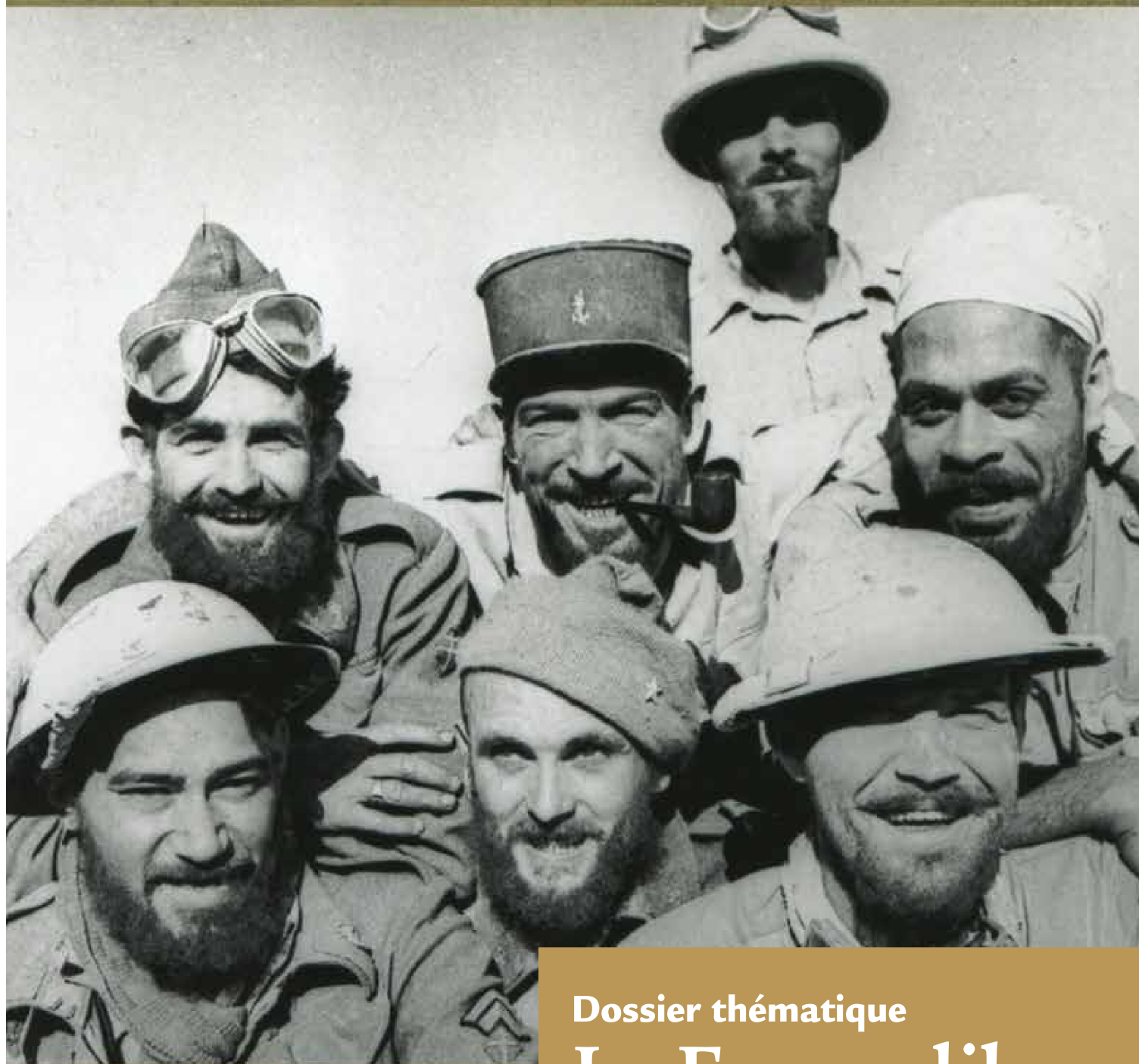


de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 77 – juin 2014 – 5,50 €



Dossier thématique

La France libre

LA LETTRE

La France libre

Ce dossier thématique est en lien avec les programmes d'Histoire de l'enseignement secondaire qui permettent d'expliquer la place de la France libre, ses liens avec la Résistance intérieure et le rôle qu'elle a joué dans son unification ainsi que dans le rétablissement de la République. ■

Londres, juillet 1940. Des passants lisent l'« appel aux armes » incitant les Français à rejoindre le général de Gaulle dans son combat.



L'historiographie de la France libre

Par Jean-François Muracciole

L'historiographie de la Résistance, depuis une vingtaine d'années, avec un léger décalage sur celle de Vichy, a connu un développement remarquable. Ce développement s'est d'abord traduit par la production de solides monographies aussi bien sur des mouvements de Résistance que sur des personnages ⁽¹⁾. De même, des pistes plus anciennes comme l'histoire politique de la Résistance, l'histoire de ses idées ⁽²⁾, l'étude de son organisation militaire ou celle des pouvoirs à la Libération ont été approfondies ou refondues ⁽³⁾. Dans le même temps, de nouvelles problématiques étaient défrichées ⁽⁴⁾. Les colloques organisés en 1993-1995 à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la fin de la guerre ont montré la profondeur et la diversité de ces nouvelles approches : sociologie du phénomène résistant, déterminations sociales, politiques et culturelles de la Résistance (résistance des femmes, des classes moyennes, des hauts fonctionnaires, des chrétiens, des juifs, des étrangers, etc.), logiques et pré-déterminations de l'engagement, spécificités de certaines formes de lutte (résistance urbaine, résistance rurale, maquis), dimension culturelle du phénomène résistant, monographies régionales ou locales, comparaisons internationales ⁽⁵⁾. Preuve et aboutissement de cet immense travail historiographique, à partir des années 2000, des synthèses commencent à émerger, en particulier sous la forme de dictionnaires ⁽⁶⁾, d'histoires générales, comme celle d'Olivier Wivieorka ⁽⁷⁾, ou encore de bilans historiographiques à l'image de l'ouvrage publié

par Laurent Douzou en 2005 ⁽⁸⁾. Certes, l'historiographie n'a pas tout dit et des domaines demeurent en partie inexplorés, en particulier l'univers des réseaux, à la fois cheville ouvrière et face cachée de la Résistance ⁽⁹⁾. De même, l'infinie variété régionale ou locale de la Résistance est loin d'être entièrement mise à jour. Toutefois, on peut admettre avec Jean-Marie Guillon qu'à l'heure d'un premier bilan, le travail réalisé est impressionnant ⁽¹⁰⁾.

Les Français libres sont-ils des résistants ?

Dans ce mouvement, la France libre fait figure d'exception et le décalage est saisissant entre la précision de la connaissance d'un côté et les zones d'ombre de l'autre.

D'une certaine façon, à mesure qu'elle se développait, l'historiographie de la Résistance a fini par identifier, explicitement ou implicitement, Résistance et Résistance intérieure. On notera d'ailleurs qu'en dehors de la France libre, les autres formes de résistance extérieure (au Levant, en Indochine, dans les diverses communautés françaises à l'étranger), à la demi-exception de l'Afrique du Nord, sont tout aussi négligées. Dans les années 1980, amorçant une réflexion sur « le concept de résistance », François Bedarida proposait de retenir comme éléments constitutifs de ce qu'il appelait « l'idéal-type » résistant : « une volonté, un combat clandestin choisi librement, une logique politico-éthique, une mémoire didactique » ⁽¹¹⁾.

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- L'historiographie de la France libre.....p. I
par Jean-François Muracciole
- La France libre à travers l'itinéraire de trois compagnons de la Libération ...p. VI
par Hélène Staes
- Les écrits intimes des Français libres....p. VII
par Frantz Malassis
- La déclaration du général de Gaulle aux mouvements de Résistance.....p. VIII
par Bruno Leroux

Pour en savoir plus sur la France libre.

La parution de *La Lettre* est désormais accompagnée par la mise en ligne d'un complément au dossier thématique sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), où vous pourrez retrouver de nombreux documents sur la France libre dans la partie « espace pédagogique ».

La définition de la Résistance qu'a proposée en 1997 François Marcot, associée à une réflexion sur les concepts d'intentionnalité et de fonctionnalité dans la compréhension de l'entrée en Résistance, n'est pas très éloignée : « [Un] combat volontaire et clandestin contre l'occupant ou ses collaborateurs afin de libérer le pays » ⁽¹²⁾. Dans sa récente synthèse (2005) sur l'historiographie de la Résistance, Laurent Douzou reproduit cette façon de voir ⁽¹³⁾. Dressant la liste des chantiers en friche, il retient, certes, l'activité du BCRA, mais l'ensemble des autres exemples qu'il mentionne de même que l'orientation générale de l'ouvrage sont polarisés autour de la thématique de la Résistance intérieure. Même point de vue adopté par Jean-Marie Guillon, et Pierre Laborie, maîtres d'œuvre du grand colloque de Toulouse de 1993 consacré à la Mémoire et l'histoire de la Résistance : nulle trace de la France libre ⁽¹⁴⁾. De même, le livre de Cécile Vast sur « l'identité de la Résistance » (2010) ignore complètement la France libre et assimile comme une évidence Résistance et Résistance intérieure ⁽¹⁵⁾. Il n'est pas jusqu'au Concours national de la Résistance et de la Déportation qui reproduise cette occultation. Étudiant les thèmes proposés au concours, Denis Mazzuchetti montre que, depuis le début des années 1970, les sujets relatifs à la Résistance intérieure ou à la déportation sont cinq fois plus nombreux que ceux qui ont pour thème la France libre ⁽¹⁶⁾. À lire l'historiographie, on peut douter que les Français libres, combattant au grand jour, sous l'uniforme et hors de France, sont des résistants.



Un légionnaire de la 13^e demi-brigade de la Légion Étrangère présente le fanion de son unité lors de la campagne d'Érythrée.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

Des engagements méconnus : les étrangers et les juifs dans la France libre

Cette négligence de la France libre comme phénomène résistant produit parfois des effets de distorsion saisissants. Comme le fait observer avec raison Jean-Marie Guillon dans son étude déjà citée, l'un des axes de recherche les plus novateurs des récentes années concerne l'étude du rôle des étrangers dans la Résistance. Mais l'historiographie s'est montrée particulièrement sélective dans son approche du « sang de l'étranger ». Dans le sillage de l'ouvrage pionnier de Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski sur la MOI⁽¹⁷⁾, diverses études sont parues sur l'action résistante en France des républicains espagnols, des juifs étrangers, des vlassoviens, des réseaux polonais ou belges, des réfugiés anti-fascistes italiens ou allemands, etc. En revanche, l'engagement de ces mêmes étrangers dans la France libre demeure très mal connu alors que les effectifs sont au moins aussi importants. Qu'il s'agisse des républicains espagnols (au nombre de 500 chez les FFL et dont certains entrèrent les premiers dans Paris libéré), des juifs français et étrangers ou des ex-vlassoviens (650 rien qu'à la 13^e DBLE), l'historiographie est quasiment muette⁽¹⁸⁾. Le silence le plus troublant concerne la place des juifs dans la France libre. Le travail que j'ai publié en 2009 sur les Français libres⁽¹⁹⁾ montre que l'engagement juif a été très important dans les rangs FFL (sans doute autour de 1 400 volontaires; 4 % de l'effectif total), sans parler des engagements dans les autres formes de résistance extérieure. Il est probable que la France libre et ses dérivés (France combattante, CFLN) ont représenté, par le nombre, la première forme d'engagement résistant des juifs de France. En Afrique du Nord, le

phénomène prend des proportions massives : selon mon estimation, une famille juive sur neuf d'Algérie et de Tunisie a fourni au moins un engagé volontaire aux FFL. Sous réserve d'inventaire, il s'agit certainement de la plus forte propension à l'engagement de toute la société française durant la guerre. Le grand colloque de 1984 consacré au rôle des juifs dans la Résistance n'aborde même pas la question sur laquelle on attend toujours une synthèse⁽²⁰⁾.

La question de l'engagement des coloniaux.

Plus grave, peut-être, cette assimilation d'évidence entre Résistance et Résistance intérieure a fait perdre de vue, jusqu'à une date très récente, que l'une des principales formes d'engagement volontaire contre l'Allemagne nazie, après la défaite, avait été le fait des populations de l'empire colonial. Certes, dans le sillage des travaux de Marc Michel sur la Grande Guerre, les tirailleurs africains ont fait l'objet de diverses études⁽²¹⁾. Mais ces travaux sont loin d'épuiser le sujet tant leur point de vue est le plus souvent généraliste. Il aura fallu attendre 2012 pour disposer, grâce à Julien Fargettas, d'une synthèse novatrice sur les tirailleurs sénégalais de la Seconde Guerre mondiale⁽²²⁾ (dans les armées de la période et dans les rangs de la Résistance intérieure) et 2014 pour connaître enfin, grâce à l'ouvrage fondamental de l'historien canadien Eric Jennings⁽²³⁾, le nombre précis (17 000) de tirailleurs d'AEF et du Cameroun engagés volontaires, de 1940 à 1944, dans les



Brazzaville (Congo), le 14 juillet 1941. Dominique Kosseyo vient de recevoir la croix de la Libération des mains du général de Gaulle. Tirailleur de 2^e classe, il passe à la France libre fin août 1940, date de ralliement du Moyen-Congo. Il est alors affecté au bataillon de Marche n°1, dès sa formation en septembre 1940.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

« bataillons de marche » de la France libre. Cela étant, d'autres catégories de résistants coloniaux, dont on peut estimer le nombre à 6 000 (soit environ 23 000 « coloniaux » au total), demeurent à peu près complètement dans l'ombre, qu'il s'agisse des combattants polynésiens et calédoniens de l'automne 1940, des Syriens, Libanais, Tchérkesses, Palestiniens ou Égyptiens engagés volontaires au Levant en 1941, des Malgaches et Réunionnais (700 volontaires) de 1942 ou des Tunisiens et Algériens de 1943. Et que dire des 2 000 Indiens des Établissements français de l'Inde engagés volontaires dans la France libre (le plus souvent comme soutiers dans les navires de la marine marchande, poste où la mortalité est supérieure à celle des régiments d'infanterie) dont pratiquement personne ne sait qu'ils ont existé? Seules de rares études d'histoire militaire, demeurées souvent confidentielles et rédigées par des historiens non professionnels, évoquent ces populations résistantes, mais de façon indirecte, sans en faire le point central de leur analyse⁽²⁴⁾. Pour le reste, il faut se tourner soit vers des ouvrages plus généraux sur l'histoire de la colonisation⁽²⁵⁾, soit, source plus impressionniste, vers les souvenirs d'acteurs⁽²⁶⁾. Certes, l'historien doit prendre en compte les modalités spécifiques de l'engagement volontaire dans le contexte colonial. Le tirailleur qui rallie la France libre en août 1940, sans même signer un acte d'engagement et en suivant ses chefs, peut-il être considéré comme un « résistant » au même titre que le jeune maquisard des Glières ou que l'agent d'un réseau de renseignement? Immense question qui repose les logiques de fonctionnalité et d'intentionnalité soulevées par François Marcot et qui interroge l'ensemble de l'histoire coloniale. Question douloureuse aussi : à Bir Hakeim, où combattent ensemble les légionnaires de la 13^e DBLE (parmi lesquels une centaine d'Allemands et d'Italiens), les tirailleurs du bataillon de l'Oubangui (BM2), les Calédoniens et Tahitiens du Bataillon du Pacifique et les Bretons et les Corses du Bataillon d'infanterie de marine, tous engagés volontaires, y aurait-il d'un côté des « résistants » et de l'autre « non résistants »? Où passe la frontière? La prise en compte de la France libre dans le champ global de la Résistance conduit à d'autres renversements. Parmi les Français libres, les non-citoyens actifs (étrangers, sujets coloniaux, jeunes de moins de 21 ans, officiers de carrière, femmes⁽²⁷⁾) représentent près de 80 % de l'effectif global, ce qui relativise sérieusement l'image de la Résistance comme expression d'une citoyenneté en arme.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce repli de l'historiographie de la Résistance sur la France hexagonale, repli d'autant plus curieux qu'en stricts termes de sources, il est beaucoup plus facile de travailler sur la France libre que sur tel ou tel maquis ou réseau de résistance. Volonté de rétablir l'équilibre après des années de domination d'une mythologie gaullienne présentant la Résistance intérieure comme un simple appendice de la France libre et une conséquence naturelle de l'Appel du 18 juin? Volonté d'enraciner l'histoire de la Résistance dans l'histoire nationale? Influence de la monumentale historiographie de Vichy qui, agissant tel un astre noir, finit par attirer à elle l'histoire de la Résistance dont



Dans les premiers territoires coloniaux ralliés à la France libre se trouve le Cameroun (27 août 1940). Le 8 octobre 1940 à Douala, le général de Gaulle passe les troupes en revue accompagné du colonel Leclerc.

22 mars 1943, à Polotniany-Zavod (URSS), premier terrain de guerre de la première compagnie de l'escadrille Normandie-Niemen.

elle devient le point de référence paradigmatique et reproduit ainsi involontairement, à 60 ans de distance, l'opposition entre « l'intérieur » et « l'extérieur » ?

Observons, toutefois, une amorce récente de rééquilibrage. En témoigne le récent *Dictionnaire de la Résistance. Résistance intérieure et France libre* qui a tenté avec bonheur, jusque dans son titre, de relier les deux formes de Résistance. En témoigne également le travail de Guillaume Piketty qui s'attache à croiser les regards de l'intérieur et de l'extérieur, mettant ainsi en parallèle les journaux de Charles d'Aragon et de Diego Brosset⁽²⁸⁾.

Une historiographie en peau de léopard

Pour toutes ces raisons, le bilan de l'historiographie de la France libre est singulier, révélant une histoire en chantier, faite ici de « pleins » et là de « vides » saisissants.

L'histoire du mouvement politique en tant que tel est aujourd'hui bien connue, en particulier grâce à l'étude monumentale de Jean-Louis Crémieux-Brilhac⁽²⁹⁾. Dans le sillage de ce vaisseau amiral, une belle flottille a pris la mer. Ainsi, le BCRA a fait l'objet d'une remarquable étude de Sébastien Albertelli tandis qu'Aurélien Luneau décrivait la politique radiophonique de la France libre et que les travaux de F. Kersaudy ou de S. Pousset permettaient de mieux comprendre les rouages de la diplomatie du mouvement gaullien⁽³⁰⁾. Toutefois, ce niveau de connaissance demeure imparfait et de larges zones d'ombre subsistent comme l'évolution de la pensée de la France libre, l'organisation et le travail de ses commissions d'étude, l'analyse précise et méthodique des ralliements des territoires de l'Empire (il a fallu attendre 2006 pour disposer d'une étude sur la guerre de Syrie⁽³¹⁾), l'analyse de sa législation (pas d'étude systématique de la source très précieuse et facilement disponible qu'est le *Journal officiel de la France libre*⁽³²⁾ qui pourrait déboucher sur une comparaison avec la législation de la III^e République ou celle de Vichy), l'étude de certaines des grandes institutions gaulliennes (rien sur le Conseil de Défense de l'Empire), l'étude de la sociabilité de la communauté *Free French* dans

l'Angleterre en guerre des années 1940-1943 ou encore l'étude des Comités des Français libres aux quatre coins du monde (ainsi le Comité égyptien ou, plus encore, le très important Comité américain, *France Forever*, dirigé par Henri Laugier⁽³³⁾). Même les discours de guerre du général de Gaulle n'ont pas fait l'objet d'une analyse critique poussée, ce qui, on en conviendra, est assez surprenant. Les influences qui ont pesé sur l'évolution de la pensée gaullienne durant la guerre, malgré l'importance fondamentale de la question, demeurent largement méconnues, en particulier l'influence, semble-t-il décisive, des intellectuels chrétiens personnalistes comme le R. P. Ducatillon ou Jacques Maritain⁽³⁴⁾. Si « Weimar en exil » a son historien⁽³⁵⁾, la « France en exil » de la Seconde Guerre mondiale, après l'étude de Daniel Lindenberg centrée sur le phénomène culturel⁽³⁶⁾, n'a été étudiée que très récemment et sous le seul angle américain⁽³⁷⁾. De même, une série de grands acteurs de la France libre n'ont pas encore suscité de vocation biographique, qu'il s'agisse de Muselier⁽³⁸⁾ ou d'Eboué⁽³⁹⁾. La scène algéroise, en revanche, est mieux connue. Depuis les études fondatrices de Yves-Maxime Danan dans les années 1960, puis celle d'André Kaspi dans les années 1970⁽⁴⁰⁾ ou, un peu plus tard, du regretté Hervé Bastien⁽⁴¹⁾, les travaux se sont multipliés. Observons toutefois que ces derniers concernent quasi-exclusivement le domaine d'une histoire très traditionnelle, politique, diplomatique et militaire : querelle Giraud-de Gaulle⁽⁴²⁾, réarmement français, préparation du cadre légal de la Libération⁽⁴³⁾. En revanche, d'autres aspects, pourtant essentiels, de la politique du CFLN ou de la situation générale dans les territoires qu'il contrôle demeurent très largement méconnus : il en va ainsi de l'organisation administrative du CFLN et de ses relais coloniaux, de sa politique financière ou de la vie culturelle en Afrique du Nord en 1943-1944. L'Université d'Alger à elle seule mériterait une étude ; il en va de même de la remarquable floraison de revues culturelles et intellectuelles, à l'exception de *Fontaine* de Max-Pol Fouchet, dans l'Algérie de 1943-1944⁽⁴⁴⁾. Plus généralement, on attend toujours une grande synthèse sur la renaissance de la vie politique à Alger en 1943-1944.

Une histoire militaire à prolonger

Dans le domaine militaire, le bilan est tout aussi contrasté. La seule synthèse disponible (et encore ne concerne-t-elle que l'Afrique), celle de Jean-Noël Vincent, date de 1978⁽⁴⁵⁾. Certes, nous possédons une série de solides monographies sur certaines unités des FFL. Ainsi la 13^e DBLE⁽⁴⁶⁾, le bataillon du Pacifique⁽⁴⁷⁾, la 1^{re} DFL⁽⁴⁸⁾, le commando Kieffer⁽⁴⁹⁾ ou les SAS ont été étudiés⁽⁵⁰⁾. Mais ces travaux sont disparates et nombre d'unités combattantes demeurent très mal connues, en particulier au sein des FAFL et des FNFL, des services de santé ou, plus encore, de la marine marchande. En outre, ces monographies sont le plus souvent rédigées par des militaires, des journalistes, des anciens acteurs ou des historiens amateurs (parfois dans le meilleur sens du terme) et relèvent d'une histoire militaire très traditionnelle⁽⁵¹⁾, qui plus est parfois hagiographique ou anecdotique. Ces travaux ont leur utilité, en particulier pour le recensement des faits et l'établissement de la chronologie, mais ils demeurent en marge des problématiques les plus fécondes de l'historiographie de la Résistance intérieure. Nous disposons également de quelques belles biographies⁽⁵²⁾, mais qui, malgré toutes leurs qualités, s'inscrivent dans une histoire « par en-haut » de la France libre, certes nécessaire, mais qui ne saurait épuiser le champ de l'historiographie. En définitive, alors que l'histoire militaire a connu en France un profond renouvellement depuis une vingtaine d'années – il n'est que d'observer, pour s'en convaincre, l'impressionnant chantier de l'historiographie de la Grande Guerre –, l'histoire militaire de la France libre (comme celle du CFLN-GPRF dans une moindre mesure⁽⁵³⁾) demeure largement à écrire. Il est saisissant d'observer que ni la 1^{re} DFL ni la 2^e DB n'ont suscité de vocation doctorale depuis une vingtaine d'années. De fait, l'essentiel de ce qui pourrait être une histoire militaire moderne des FFL demeure à écrire, qu'il s'agisse des conditions de recrutement des soldats coloniaux, de la formation des cadres – on attend toujours une thèse fondamentale sur l'étude comparée de la formation des officiers à Vichy,



L'équipage FNFL du sous-marin *Rubis* à l'occasion de la remise de la *Vaillant dog* à leur mascotte Bacchus.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

chez les FFL et dans le cadre du CFLN autour du triangle Aix-en-Provence (lieu de repli de Saint-Cyr en 1940-1942) – Ribbersford-Cherchell –, de la montée en grade, de l'influence du modèle anglo-saxon dans la création de la « nouvelle armée française », du moral des combattants et des conditions de leur démobilisation, du traitement des prisonniers de guerre ennemis, du statut juridique et du sort des prisonniers de guerre français libres tombés entre les mains des Allemands ou des Italiens, des relations entre Français libres et ex-giraudistes ou ex-vichystes à partir de 1943, de l'usage des tirailleurs africains (en Syrie contre les Druzes en octobre 1943) ou de la 2^e DB (au Maroc en janvier 1944) à des fins de répression politico-coloniale par la France libre ou le CFLN. Liste non exhaustive.

Qu'on imagine ce paradoxe incroyable : alors que les FFL constituent une armée régulière, le nombre de leurs soldats n'est pas connu avec certitude, les estimations oscillant entre 54 000 – chiffre établi dans les années 1950 et repris par la plupart des historiens – et 70 000, chiffrage que mes travaux et surtout ceux d'Eric Jennings permettent depuis peu d'établir avec quelque certitude.

Germes de renouveau

Il convient de conclure ce tour d'horizon sur une note plus optimiste. Depuis une dizaine d'années, à la suite du grand livre de Jean-Louis Crémieux-Brilhac qui a dégagé l'histoire de la France libre de la mémoire gaullienne dans laquelle elle était enfermée, des travaux de plus en plus nombreux contribuent à enrichir nos connaissances. Si l'histoire de l'institution est à présent bien connue, celle des hommes l'est nettement moins. C'est pour cette raison que j'ai tenté de percer l'univers des Français libres : leur sociologie, les conditions de leur engagement, leurs destinées après la guerre ⁽⁵⁴⁾. Deux grands livres récents méritent l'attention par leur contribution à un profond renouvellement de l'historiographie. Ainsi, Julie Le Gac propose une magistrale synthèse sur la campagne d'Italie. Certes, l'ouvrage dépasse de beaucoup le cadre étroit de la France libre, mais il fera date : par la rigueur de son histoire militaire « traditionnelle », mais aussi par la nouveauté de ses apports concernant la culture des soldats, les relations avec les civils (la question

des viols est enfin traitée de façon convaincante), les relations entre « Européens » et « indigènes », entre Français et Alliés, entre gaullistes et giraudistes, etc. ⁽⁵⁵⁾. Dans le même temps, Eric Jennings souligne le poids « africain » de la France libre, présentant enfin une étude achevée sur l'engagement des soldats, la part essentielle de l'Afrique dans l'économie de la France libre et les très dures conditions économiques et sociales imposées aux populations africaines par l'effort de guerre français libre. D'autres historiens explorent des points plus précis à l'image de Philippe Oulmont qui, à travers la figure de Pierre Denis, le grand argentier de la France libre, perçoit le secret des finances du mouvement ⁽⁵⁶⁾, ou de Gérard Bardy qui s'interroge sur la place des religieux dans la France libre ⁽⁵⁷⁾. Le genre biographique n'est pas en reste et certaines figures de la France libre sont mieux connues grâce à Guillaume Piketty, Jean-Louis Crémieux-Brilhac ou André Martel ⁽⁵⁸⁾. Pendant ce temps, la Fondation de la France libre, parfois associée à la Fondation Charles de Gaulle, maintient un rythme soutenu de colloques et de publications qui permettent des avancées dans des domaines divers ⁽⁵⁹⁾. Témoins de ce chantier dont on ne peut donner ici qu'un aperçu, un colloque se tient pour dresser un bilan d'étape sur la France libre ⁽⁶⁰⁾, tandis que Jean-Louis Crémieux-Brilhac est contraint de proposer une nouvelle édition de sa « somme » qui tienne compte de l'ensemble de ces avancées ⁽⁶¹⁾. Enfin, un dictionnaire paraît, entreprise qui aurait été impossible il y a vingt ans ⁽⁶²⁾.

Autrement dit si l'histoire de la France libre est encore loin d'avoir atteint le niveau de connaissance de la Résistance intérieure, on peut dire qu'elle commence à se dégager de la situation de parent pauvre historiographique. ■

- (1) Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999 ; Jean-Pierre Azéma (dir.), *Jean Moulin face à l'Histoire*, Paris, Flammarion, 2000 ; Laurent Douzou, *La désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*, Paris, éd. Odile Jacob, 1995 ; Olivier Wieviora, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949*, Paris, éd. du Seuil, 1995.
 (2) Diane De Bellecisz, *Les Neuf sages de la Résistance. Le CGE dans la clandestinité*, Paris, Plon, 1979 ; Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance*, Paris, éd. de l'Érudite, 1984.

(3) Philippe Buton, Jean-Marie Guillon, *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 2002.

(4) On peut trouver un bon aperçu de l'état de la recherche dans Jean-Marie Guillon, « La Résistance, cinquante ans et deux mille titres après » in Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, actes du colloque de Toulouse de décembre 1993, Toulouse, Privat, 1995 et dans Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse. Essai d'historiographie*, Paris, éd. du Seuil, 2005.

(5) François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, actes du colloque international de Besançon, Les Belles Lettres, 1996 ; Jacqueline Sainclivier, Christian Bougeard (dir.), *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social*, actes du colloque de Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995 ; Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski, Dominique Veillon (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, actes du colloque de Cachan, Paris, IHTP, 1995 ; Jean-Marie Guillon, Robert Mencherini (dir.), *La Résistance et les Européens du Sud*, Paris, l'Harmattan, 1999. Sur la dimension sociale et culturelle du phénomène résistant, voir l'étude pionnière d'Antoine Prost (dir.), *La Résistance. Une histoire sociale*, Paris, éd. de l'Atelier, 1997.

(6) Bruno Leroux, Christine Levisse-Touzé, François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006 ; Claire Andrieu, Philippe Braud, Guillaume Piketty (dir.), *Dictionnaire de Gaulle*, Paris, Robert Laffont, 2006.

(7) Olivier Wieviora, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Perrin, 2013.
 (8) Laurent Douzou, *op. cit.*
 (9) Des traductions récentes, comme celle de l'historien britannique Michael Foot préfacée par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, permettent toutefois de percer un aspect longtemps mal connu de la Résistance, celui des organisations contrôlées par le SOE britannique : *Des Anglais dans la Résistance : Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011.

(10) Jean-Marie Guillon, « La Résistance, cinquante ans et deux mille titres après », *op. cit.*
 (11) François Bédarida, « Sur le concept de Résistance », in Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, *op. cit.*
 (12) François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in Antoine Prost (dir.), *La Résistance. Une histoire sociale*, *op. cit.*, p. 21.
 (13) Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, *op. cit.*

(14) *Mémoire et Histoire : La Résistance*, *op. cit.*
 (15) Cécile Vast, *L'identité de la Résistance. Être résistant de l'Occupation à l'après-guerre*, Paris, Payot, 2010.
 (16) « Discours d'élèves : de Gaulle dans les copies lauréates du Concours national de la Résistance et de la Déportation », in Charles de Gaulle et la jeunesse, actes du colloque des 15-16 décembre 2003 de la Fondation Charles de Gaulle, Paris, Plon, 2005. On trouvera, à la fin de l'article, la liste des thèmes proposés au concours depuis sa création en 1961.
 (17) Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger*, Paris, Fayard, 1989.

(18) Concernant une partie de ces Espagnols (ceux de la 2^e DB), relevons néanmoins l'ouvrage de la journaliste espagnole Evelyn Mesquida : *La Nueve, 24 août 1944*.

Pour approfondir

Bibliographie sélective

■ François Broche, Georges Caitucoli et Jean-François Muracciole (dir.) *Dictionnaire de la France libre*, Paris, éditions Robert Laffont, 2010.

Ouvrage le plus complet existant sur les aspects les plus divers de la France libre en l'état actuel de l'historiographie. Ce dictionnaire propose de nombreuses biographies de Français libres.

■ Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

La première étude sociologique approfondie des Français libres.

■ Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, nouvelle éd. revue et corrigée, Gallimard-Folio, 2 vol., 2013. Grande synthèse sur la France libre comme mouvement politique.

■ Sébastien Albertelli, *Atlas de la France libre, De Gaulle et la France libre, une aventure politique*, édition Autrement/ SGA-DMPA, 2010.

Sitographie :

■ Musée de la Résistance en ligne : www.museedelaresistanceenligne.org

■ Site internet de la Fondation de la France libre : www.france-libre.net

■ Site internet de l'ordre de la Libération : www.ordredelaliberation.fr

Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris, Paris, Le Cherche Midi, 2011 (2008 pour l'édition espagnole). (19) Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

(20) *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*, colloque du RHICOF, Paris, éd. du Scribe, 1985.

(21) Marc Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de guerre en AOF, 1914-1919*, Paris, publications de la Sorbonne, 1982; Anthony Clayton, *Histoire de l'armée française en Afrique, 1830-1962*, Paris, Albin Michel, 1994; *Les troupes de marine dans l'armée de terre. Un siècle d'histoire, 1900-2000*, Paris, CEHD-Lavauzelle, 2001; Belkacem Recham, *Les musulmans algériens de l'armée française (1919-1945)*, Paris, l'Harmattan, 1996.

(22) Julien Fargettas, *Les tirailleurs sénégalais. Les soldats noirs entre légendes et réalités, 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2012.

(23) Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin-ministère de la Défense, 2014.

(24) On peut citer principalement: Jean-Noël Vincent (chef de bataillon), *Les Forces françaises libres en Afrique*, Vincennes, SHAT, 1983 et G. Bouille, *Le Corps expéditionnaire français en Italie, 1943-1944*, Vincennes, SHAT, 1971-1972. Sur la Légion, voir la thèse d'André-Paul Comor, *La 13^e Demi-Brigade de Légion étrangère pendant la Deuxième guerre mondiale*, Paris, Nouvelles éd. latines, 1986. Sur le bataillon du Pacifique, voir l'ouvrage ancien de François Broche, *Le Bataillon des guitaristes*, Paris, Fayard, 1970.

(25) Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre (1939-1945)*, Paris, Albin Michel, 1998; Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, t. 2, 1871-1954, Paris, PUF, 1979; Charles-Robert Ageron (dir.), *Histoire de la France coloniale*, t. 2, 1914-1990, Paris, Armand Colin, 1990.

(26) Parmi beaucoup d'autres ouvrages, voir le très ancien et très orienté: médecin-général Sice, *L'Afrique équatoriale et le Cameroun au service de la France*, Paris, Albin Michel, 1946.

(27) Rappelons que Charles de Gaulle a voté pour la première fois de sa vie avec sa femme, en avril 1945.

(28) Guillaume Piketty, *Français en Résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009.

(29) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Paris, Gallimard, 1996.

(30) Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009; Aurélie Luneau, *Radio Londres, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2005; François Kersaudy, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Paris, Perrin, 2001; Sophie Pousset, *Maurice Dejean, diplomate atypique*, thèse de doctorat, IEP Paris, 2013.

(31) Henri de Wailly, *Syrie 1941. La guerre occultée. Vichystes contre gaullistes*, Paris, Perrin, 2006.

(32) La Fondation Charles de Gaulle et la direction des Journaux officiels ont édité, sous la forme d'un CD-Rom, *Le Journal officiel de la France avec le général de Gaulle*, Paris, 2004.

(33) Quelques éclairages néanmoins dans la biographie d'Henri Laugier: Chantal Morelle, *Henri Laugier. Un esprit sans frontières*, Paris, LGDJ, 1997.

(34) Sur ce point voir J. Chaunu, « 1941 : une voix française en Amérique », *Espoir*, n° 109, 1996 et surtout, la thèse de Michel Fourcade, *Feu la modernité? Maritain et les maritainiens*, université Paul-Valéry Montpellier III, 2002.

(35) Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux États-Unis (1933-1945)*, Paris, Payot, 1990.

(36) Daniel Lindenberg, *Les années souterraines, 1937-1947*, op. cit.; voir le chapitre « Les capitales de la France », pp. 127-165.

(37) Jeffrey Mehlman, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 2005; Emmanuelle Loyer, *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005.

(38) Sans vouloir faire offense à son auteur, on ne retiendra pas l'ouvrage de Renaud Muselier, petit-fils de l'amiral, comme relevant de l'histoire scientifique, mais plutôt de l'entretien méritoire du culte familial. Renaud Muselier, *L'amiral Muselier (1882-1965), le créateur de la Croix de Lorraine*, Paris, Perrin, 2000.

(39) Une thèse remarquable vient de lui être consacrée, rédigée par Arlette Capdepu, sous la direction du professeur Bernard Lachaise (université de Bordeaux III, 2013), mais elle n'est pas encore publiée.

(40) Yves-Maxime Danan, *La vie politique en Afrique du Nord de 1940 à 1944*, Paris, LGDJ, 1963; André Kaspi, *La mission Jean Monnet à Alger*, Paris, publications de la Sorbonne, 1972.

(41) Hervé Bastien, « Les ordonnances d'Alger », in *Espoir*, n° 95, *De Gaulle et les préparatifs de la Libération*, janvier 1994.

(42) Michèle Cointet, *De Gaulle-Giraud, l'affrontement*, Paris, Perrin, 2005.

(43) Voir, en particulier, Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, op. cit.; Hervé Bastien, « Les hommes d'Alger: quelle idée de la République? », in *Le rétablissement de la légalité républicaine-1944*, Bruxelles, Complexe, 1996.

(44) Sur ce point, un premier aperçu dans Daniel Lindenberg, *Les années souterraines*, op. cit. En complément: François Vignale, *La revue Fontaine. Poésie, résistance, engagement*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

(45) Jean-Noël Vincent, *1940-1943. Les forces françaises libres en Afrique*, Paris, SHAT, 1983.

(46) André-Paul Comor, *La 13^e Demi-Brigade de Légion étrangère pendant la Deuxième guerre mondiale*, Paris, Nouvelles éd. latines, 1986.

(47) François Broche, *Le bataillon des guitaristes*, op. cit. (48) Yves Gras, *La 1^{re} DFL, les Français Libres au combat*, Paris, Presses de la Cité, 1983.

(49) Stéphane Simonnet, *Commandant Kieffer. Le Français du jour J*, Paris, Tallandier, 2012 (ouvrage tiré d'une excellente thèse de doctorat consacré au commando Kieffer).

(50) Fanny Pascual, *La brigade SAS*, thèse de doctorat, université Paul-Valéry Montpellier III, 2009.

(51) Les excellents ouvrages d'Eddy Florentin sur les FNFL sont représentatifs de cette littérature.

(52) En particulier celle d'André Martel, *Leclerc. Le soldat et le politique*, Paris, Albin Michel, 1998.

(53) Voir les actes du colloque *Du Volturmo au Rhin. L'année 1944. Études et témoignages pour un cinquantenaire*, université Paul-Valéry Montpellier III, 1997.

(54) Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

(55) Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

(56) Philippe Oulmont, *Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde*, Nouveau Monde, 2012.

(57) Gérard Bardy, *Les moines-soldats du Général*, Paris, Plon, 2012.

(58) Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette. Un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris. Trente ans d'influence*, Blum, de Gaulle, Mendès France, Paris, Gallimard, 2010; André Martel, *Félix et Colette Pijaud. Deux héros oubliés de la France libre*, Toulouse, Privat, 2006.

(59) On retiendra, parmi les titres récents les plus novateurs: *De Gaulle chef de guerre. De l'appel de Londres à la libération de Paris, 1940-1944*, Plon, 2008; *La France libre*, Lavauzelle, 2005.

(60) Patrick Harismendy, Erwan Le Gall (dir.), *Pour une histoire de la France libre*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

(61) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, nouvelle éd. revue et corrigée, Gallimard-Folio, 2 vol., 2013.

(62) François Broche, Jean-François Muracciole, *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, 2010.

La France libre à travers l'itinéraire de trois compagnons de la Libération

Par Hélène Staes

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris



Au Caire, janvier 1942.

René Cassin (1887-1976), ardent défenseur des principes républicains de la France libre

Professeur de droit et président de l'Union fédérale des combattants, cet ancien soldat mutilé de la Grande Guerre arrive à Londres le 29 juin 1940. « *Vous tombez à pic pour m'aider* »⁽¹⁾ lui dit le général de Gaulle lors de leur première rencontre. De Gaulle confie à ce juriste la rédaction des accords qui définissent les relations de la France libre avec l'Angleterre (accords Churchill-de Gaulle, 7 août 1940). René Cassin défend dès son arrivée les principes républicains souvent mal jugés au sein

de la France libre et en France occupée, tant le régime parlementaire de la III^e République est assimilé à la défaite. De Londres à Alger, il donne à la France libre, puis à la France combattante les formes de la légalité républicaine, en rédigeant et en publiant à partir du 20 janvier 1941 le *Journal officiel de la France libre*, qui deviendra en 1943 le *Journal officiel de la République*. Ce support manifeste la volonté qu'a eu très vite la France libre de se présenter comme l'organisme continuateur du régime républicain prenant décrets, arrêtés et ordonnances, face au gouvernement de Vichy jugé illégitime. À la Libération, Cassin joue un rôle central dans le rétablissement de la légalité républicaine en préparant le contenu des ordonnances.

(1) Extrait du Journal de René Cassin cité par Antoine Prost, Jay Winter, *René Cassin*, Fayard, 2011.

Pistes d'exploitation pédagogique

René Cassin participe activement à la propagande de la France libre dans son émission « Honneur et Patrie » à la BBC. Vous trouverez tous les textes radiodiffusés dans l'ouvrage *Les Français parlent aux Français, 1940-1942*, présentés par Jacques Pessis (Omnibus, 2010).

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris



Jacques Bingen (1908-1944), symbole de la France combattante

Directeur d'une société d'armement naval de transports maritimes, il participe en 1940 à la campagne de France. Démobilisé, il rejoint l'Angleterre en juillet 1940. Après avoir supervisé les services de la marine marchande de la France libre, il demande à intégrer le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action – les services secrets de la France libre) dont il dirige la section non militaire dès août 1942. Il comprend la complexité des organisations clandestines en rencontrant à Londres des chefs de mouvements et de réseaux. Très lié à Jean Moulin depuis leur rencontre à Londres, Bingen se déclare volontaire pour une mission en métropole. Arrivé en France en août 1943, il est investi de lourdes responsabilités dans une période de forte répression. Délégué du Comité français de la Libération nationale pour la zone Sud, puis Délégué général par intérim, il pousse à la fusion des forces résistantes en vue de la Libération et, participant aux réunions du CNR, est associé à l'élaboration de son programme (mars 1944). Ses rapports et ses lettres montrent combien Bingen a su comprendre les résistants de l'intérieur, du fait qu'il en partageait désormais l'expérience. Il réclame au CFLN à Alger l'augmentation des sommes allouées aux mouvements alors que les maquis grossissent et que la répression s'intensifie. « *C'est pour nous une question de vie ou de mort* »⁽²⁾ écrit-il. Par ailleurs, l'une de ses dernières lettres (14 avril 1944) rend hommage aux combattants : « [...] la noblesse et l'amitié de beaucoup de mes compagnons de lutte ont grandement contribué à ma vision heureuse de cette paradisiaque période d'enfer ». Trahi, il est arrêté en mai 1944 à Clermont-Ferrand et se suicide pour ne pas parler.

(2) AN, série 72 AJ /2321 Archives de Claude Bouchiret-Serreuille.

Pistes d'exploitation pédagogique

Les lettres des résistants éclairent les motifs de leur engagement et leurs convictions. Les lettres de Jacques Bingen sont à ce titre des textes exceptionnels. Retrouvez certaines de ces lettres sur le site www.fondationresistance.org à la rubrique « Approches de la Résistance/Portraits ».

En 1943.



Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

Romain Gary (1914-1980), un aviateur de la France libre

D'origine lituanienne, Roman Kacew est naturalisé français en 1935. Sergent instructeur à Bordeaux-Mérignac, il décide de rallier les Forces françaises libres dès juin 1940 en volant un avion. En transitant par Alger et Casablanca, il parvient à Londres à l'été 1940 et s'engage dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL). Il mène des opérations au Moyen-Orient, en Libye, en Abyssinie, en Syrie et en Palestine, avant d'intégrer en 1943 en Grande-Bretagne le groupe de bombardement Lorraine affecté à la destruction des bases de V1 en France. C'est à cette période qu'il choisit le pseudonyme de Romain Gary. Sévèrement blessé au cours d'un vol, il se distingue en ramenant toute l'escadrille à la base. Il combat jusqu'en 1945. De la France libre, il disait à une journaliste en 1980 quelques mois avant de se donner la mort, qu'elle représentait : « *La seule communauté à laquelle j'ai appartenu à part entière. Une fraternité [...] que je n'ai retrouvée nulle part ailleurs. Depuis, je n'ai jamais été capable d'aucun ralliement* ». Les aviateurs de la France libre ont été peu nombreux (500 aviateurs, mécaniciens et parachutistes en juillet 1940, moins de 880 en 1941) mais ont payé proportionnellement un des plus lourds tributs parmi les FFL s'il on prend en compte les seuls navigants, le taux de pertes dans les FAFL s'élève à 40 % des engagés.

Pistes d'exploitation pédagogique

Le combat individuel dans l'aviation est éminemment romanesque. Il fait l'objet de nombreuses publications dont les auteurs ont souvent été des pilotes, notamment dans les rangs des FAFL. Romain Gary dans *La promesse de l'aube* (1960), roman à caractère autobiographique, oscille entre réalisme et héroïsation, alors que Jules Roy dans *La Vallée heureuse* (1946, Prix Renaudot) insiste sur la peur des équipages de bombardiers, et la fatigue liée à l'isolement et à l'exil.

Les écrits intimes des Français libres

Par Frantz Malassiss

Que ce soit dans leurs correspondances privées ou dans leurs journaux personnels, quelques Français libres ont consigné à chaud – avec beaucoup moins de réserve que les résistants de l'intérieur, astreints à beaucoup plus de discrétion en raison du contrôle postal et des risques de perquisitions – les conditions de leurs ralliements, la maturation de leurs engagements, mais également les difficultés de leur exil.

Les raisons du ralliement

La correspondance de **René Pleven***, un des plus hauts responsables de la France libre, est à ce titre très éclairante car elle nous fait pénétrer dans l'envers privé de son action aux côtés du général de Gaulle : la séparation d'avec son épouse et ses deux filles, les difficultés des conditions de travail notamment lors de son installation à Alger. Ne tenant pas de journal intime et n'ayant pas souhaité rédiger ses mémoires, les échanges épistolaires avec sa femme Annette qu'il a souhaité mettre à l'abri de la guerre aux États-Unis⁽¹⁾, tout comme ses enfants, sont donc une source fort utile pour comprendre les motivations profondes de son engagement. Ainsi, face aux réserves initiales formulées par son épouse sur sa décision de rallier la France libre, René Pleven expose dans plusieurs lettres ses raisons d'agir. Il invoque tout d'abord des raisons d'ordre politiques : « La nouvelle de la suppression de la Constitution, l'arrivée au pouvoir de Laval me convainquent et je vais adhérer à de Gaulle »⁽²⁾ (Londres, 8 juillet 1940). Dans une autre missive, il justifie son choix en se plaçant sur le plan des sentiments avançant la loyauté qui le lie aux Britanniques : « J'ai cru que l'alliance franco-anglaise était une politique qui permettrait à la France et à la Grande-Bretagne de rester libres, contre la mégalomanie allemande [...] Ce n'est pas à l'heure du péril que je les quitterai [les Anglais] et si nous ne sommes que quelques milliers de Français à croire qu'il faut et qu'on peut encore se battre, je serai de ceux-là »⁽³⁾ (Londres, 21 juillet 1940).

Il avance enfin des arguments éthiques à son engagement : le refus de renoncer. « Ici je suis avec des "hommes", avec des types qui sont prêts à donner leur vie et, dans la grande lâcheté qui balaye tout notre pays, il est bon de sentir que la race n'est pas faite que de ceux qui abandonnent »⁽⁴⁾ (Londres, 28 juillet 1940).

Ces moments de vérité entre époux permettent de comprendre la complexité des ressorts de son engagement. Complexité que René Pleven n'aurait sans doute pas dévoilée à d'autres destinataires, qui ne l'auraient pas poussé ainsi dans ses retranchements.

Les souffrances de l'exil

Un autre témoignage sensible nous est donné par le journal personnel du **commandant René Mouchotte*** qui évoque à plusieurs reprises les souffrances de l'exil en Angleterre.

Le 10 mars 1941, à l'occasion de la mort d'un de ses camarades de combat, il décrit la fraternité d'arme qui anime les soldats de De Gaulle et les aide à tenir face



René Génin en 1941 et quelques lettres adressées à son épouse

aux souffrances morales de l'exil. « Je viens d'assister comme témoin impuissant, à la terrifiante culbute d'un de mes meilleurs camarades, le petit Bouquillard. [...] Henri partageait ma chambre et ce lit vide, ce silence soudain me causent une bouleversante impression d'isolement. Sans famille, presque sans amis, sur cette terre d'exil, nous nous resserrons les uns sur les autres au point de nous considérer comme frères »⁽⁵⁾.

Le 10 mai 1941, il parle de la torture psychologique que représente l'absence de nouvelles régulières avec sa famille restée en France et notamment sa mère qu'il sait malade. « Ma mère, par quelque procédé de la cinquième colonne, a appris ma mort. Pendant trois jours ou plus, elle a vécu des heures atroces, puis mon télégramme est arrivé. Mon oncle m'écrit que sa santé ne va pas ! Quelle horreur d'être ainsi exilé ! »⁽⁶⁾.

Les étapes de l'engagement

Une autre série de correspondances, celle de **René Génin*** nous permet d'appréhender pleinement les différentes étapes qui ont conduit à son engagement dans la France libre. René Génin fut le premier officier supérieur à rallier l'Afrique française libre depuis la métropole en 1940.

En juin 1940 se révèle d'abord la largeur de ses analyses géopolitiques, développée sans doute à la faveur d'une carrière d'officier colonial très particulière ; il a passé des années de solitude en Mauritanie où il était méhariste. Cinq jours avant l'appel du 18 juin, gardant espoir dans le maintien de la France dans les combats, il énonce dans une lettre à sa femme des motifs similaires à ceux de De Gaulle pour refuser toute capitulation. « Sur le plan strictement humain, nos affaires ne sont nullement désespérées. Hitler vient de gagner une manche. La partie n'est pas finie. [...] Mais si nous ne capitulons pas, la guerre continuera sur mer et dans les airs, alimentée par les empires français et anglais, et sans aucun doute par l'Amérique »⁽⁶⁾. Cette vision d'une guerre mondiale probable n'est donc pas alors réservée chez les militaires au seul de Gaulle.

La deuxième étape arrive dès l'automne 1940 : Génin se dit ulcéré de constater, que « le boche viole chaque jour, en ricanant, tous les articles de la convention d'armistice »⁽⁷⁾. La violation la plus évidente est alors l'annexion de fait de l'Alsace-Moselle.

Dès lors que l'armistice se révèle une capitulation déguisée, il quitte les siens pour, fidèle à son analyse

précédente, tenter de rejoindre la partie de l'Empire qui continue la lutte. Après un périple à travers le Sahara et l'AOF, il passe au Nigeria britannique et arrive en janvier 1941 à Brazzaville. Là, il prononce aussitôt une conférence où il dénonce le caractère illusoire de la collaboration prônée par Vichy. Engagé en Érythrée, puis en Syrie, cet officier français libre est tué le 17 juin 1941.

Ces écrits intimes nous permettent de pénétrer l'univers mental des Français libres et de cerner plus précisément les motifs de leur ralliement. Dans les correspondances adressées à leurs femmes ou à leurs proches, les Français libres veulent communiquer leur espoir et leur refus de renoncer. Ils l'expriment de façon plus directe et plus personnelle que dans un courrier adressé à un supérieur ou bien encore que dans des mémoires écrites *a posteriori*. ■

* Retrouvez la biographie de ces trois compagnons de la Libération sur le site www.ordredelalibération.fr

(1) Après un bref séjour au Canada, Annette Pleven va vivre à New York pendant toute la durée de la guerre où elle fonde le *Free French Relief Committee* (comité de secours aux Français libres) dont elle sera la trésorière.

(2) *Français en Résistance. Carnets de Guerre, correspondances, journaux personnels*, édition établie et présentée par Guillaume Piketty, Paris, R. Laffont, 2009, p. 936.

(3) *Ibid.*, p. 939.

(4) *Ibid.*, p. 941.

(5) Commandant René Mouchotte, *Mes carnets, juin 1940-août 1943*, Vincennes, Service historique de l'armée de l'Air, 2004. Voir aussi les extraits cités dans le *Dictionnaire historique de la Résistance* (Paris, R. Laffont, 2006) pp. 1061 à 1063.

(6) René Génin, *Itinéraire d'un méhariste. De la Mauritanie à l'Afrique française Libre*. Lettres présentées par Marie-Clotilde Génin-Jacquey, Saint-Maur-des-Fossés, éditions Sépia, 2004, p. 224. Cette correspondance est reprise partiellement par Guillaume Piketty, *op. cit.*

(7) Lettre à sa tante, Vichy 8 octobre 1940, *ibid.* p. 244.

La déclaration du général de Gaulle aux mouvements de Résistance

Par Bruno Leroux

Un texte demandé par les résistants

Début 1942, la France libre n'a pas en zone Occupée l'équivalent de ce qu'est Jean Moulin pour la zone Sud: un envoyé politique capable de négocier avec les mouvements de résistance les conditions de leur ralliement à de Gaulle. Elle accepte donc une « première »: le voyage à Londres d'un chef de mouvement. Il s'agit de Christian Pineau, créateur du mouvement Libération de zone Nord, dirigé par des syndicalistes non-communistes. Avant son départ, il recueille en zone Sud les suggestions des résistants des mêmes milieux et de chefs de mouvements de zone Sud: d'Astier de la Vigerie (Libération-sud) et Frenay (Combat).

Fin mars, à son arrivée à Londres, c'est donc au nom d'une partie des groupes de résistance qu'il demande à de Gaulle un texte précisant ses positions politiques pour l'après-libération. En effet, jusqu'alors la France libre a mis en avant à la BBC le caractère patriotique de son combat. Si elle s'est posée en continuateur légitime de la III^e République face à Vichy, elle s'est gardée de cautionner le régime parlementaire lui-même, tant sa responsabilité dans la défaite semblait une idée partagée par la majorité des Français, à Londres comme en métropole.

D'abord réticent, le chef de la France libre se plie à la rédaction d'un texte qui donne lieu à plusieurs entretiens serrés, auxquels participent aussi, côté France libre, le socialiste Adrien Tixier et le syndicaliste Henri Hauck. En fait, de Gaulle y est prêt parce que devant les signes croissants de l'impopularité de Vichy⁽¹⁾, il est sorti de son apolitisme officiel dès l'automne 1941 devant les Français de Grande-Bretagne, déclarant en particulier s'inspirer des principes démocratiques « Liberté Égalité Fraternité »⁽²⁾. Par ailleurs, depuis le début 1942 des commissions d'études travaillent à Londres sur les modalités du retour à la légalité républicaine, mais aussi sur les réformes à proposer.

Le résultat final est un texte programmatique où, pour la première fois, De Gaulle définit comme « buts de guerre », non seulement la victoire, mais aussi un « profond renouvellement intérieur », revendiquant même le mot « révolution » malgré son emploi récent par Vichy. Le ton est nettement progressiste sur le plan social (et précis, avec l'objectif d'une « sécurité sociale »). En matière économique, l'emploi de l'expression « technique dirigée » équivaut au désaveu du libéralisme dominant avant-guerre, qualifié de « perpétuel abus ». Mais politiquement, si la forme républicaine du retour à la légalité est définie (restauration des « libertés intérieures », élection d'une « Assemblée Nationale »), la « révolution » annoncée reste floue.

De Gaulle s'en tient à une double condamnation de Vichy et de la III^e République. Il réprovoque celle-ci comme « régime moral, social, politique, économique »⁽³⁾,

et pas seulement pour le vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940: elle s'est auparavant « paralysé(e) dans la licence ».

En métropole, des réactions diverses, en fonction du rapprochement en cours avec Londres

Comme le craignaient ses interlocuteurs, cette partie de la déclaration va susciter en France plus de réactions que tout le reste du texte.

Mais les réserves exprimées lors de la publication de la déclaration par la presse clandestine (juin 1942), dépendent de plusieurs facteurs. D'abord le poids des anciens militants politiques et syndicaux dans ces organisations. *Le Populaire*, organe de la SFIO clandestine est le plus critique, ainsi que *Le Franc-Tireur*, mouvement créé par des hommes engagés à gauche avant-guerre.

D'autres mouvements aussi à gauche, les deux Libération (nord et sud) affichent pourtant leur soutien. C'est que, bien qu'ils soient divisés sur cette déclaration⁽⁴⁾, leurs chefs sont les seuls à avoir fait le voyage de Londres (après Pineau, c'est le tour de d'Astier en mai). Ces contacts permettent de prendre conscience de la diversité politique du milieu Français libre et de dépasser l'image incertaine de De Gaulle en métropole, militaire donc souvent associé a priori à des références politiques peu goûtées des républicains, de Bonaparte à Boulanger.

Ceux-là savent que le rapprochement immédiat, nécessaire pour des raisons pratiques (armes, finances) ne préjuge pas de l'avenir. On notera que Combat, hostile aux anciens partis mais dont le chef n'a pas encore rencontré de Gaulle (Frenay ira à Londres en juillet) publie le texte en belle place mais sans commentaire.

Un vrai tournant pour la France libre

C'est pour la France libre que la déclaration marque l'entrée dans une nouvelle époque. Comme en juin 1940, de Gaulle prend date devant l'opinion: la déclaration est diffusée à la BBC le 24 juin 1942. Implicitement, il se positionne en chef présomptif du gouvernement de la Libération. Et il lance les termes d'un débat qui ne va plus cesser jusqu'en 1944. Dès août 1942, Léon Blum reconnaît dans une « instruction » à ses camarades socialistes que le parlementarisme doit être réformé et n'est pas la seule forme de démocratie⁽⁵⁾. Les

Un manifeste du Général de Gaulle

Le dernier numéro de *Libération* a publié un manifeste du général de Gaulle dans lequel celui-ci trace les « buts de guerre » du peuple français. Laissons-lui la parole :

« Nous voulons que tout ce qui a appartenu à la Nation française revienne en sa possession. Le terme de la guerre est pour nous à la fois la restauration de la complète intégrité du territoire, de l'Empire, du patrimoine français, et celle de la souveraineté complète de la nation sur elle-même. Toute usurpation, qu'elle vienne du dedans ou du dehors, doit être détruite ou balayée. De même que nous prétendons rendre la France seule et unique maîtresse chez elle, ainsi ferons-nous en sorte que le peuple français soit seul et unique maître chez lui. En même temps que les Français seront libérés de l'oppression ennemie, toutes leurs libertés intérieures devront leur être rendues. Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes chez nous diront l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays. »

Et, plus loin :

« À l'intérieur, il faudra que soient réalisées, contre la tyrannie du perpétuel abus, les garanties pratiques qui assureront à

chacun la liberté et la dignité dans son travail et dans son existence. »

Certains considérant de ce manifeste dénonçant le régime « moral, social, politique et économique » qui a « abdiqué dans la défaite après l'être lui-même paralysé dans la licence », mériteraient d'être éclairés. Si nous en croyons quelques commentateurs officiels, le général de Gaulle dénonce dans cette « licence » les nombres énormes de chômeurs, les autocrates de bien, les destructions de stocks au moment où les populations du monde manquaient de tout et auraient pu se partager les richesses insoupçonnées du globe. Cette critique du monde bourgeois sous une telle plume serait le plus bel hommage que l'on pourrait nous rendre.

Si le sens de ce propos est bien celui-là, alors nous nous associons sans réserve au texte publié, et dont voici la conclusion :

« La France et le monde luttent et souffrent pour la liberté, la justice, le droit des gens à disposer d'eux-mêmes. Il faut que le droit des gens a disposer d'eux-mêmes, la justice et la liberté gagnent cette guerre en fait comme en droit au profit de chaque homme contre au profit de chaque Etat. »

Source gallica.bnf.fr/Bibliothèque nationale de France

Le Populaire, n°3, 15 juillet 1942, p. 3

cadres des principaux mouvements clandestins reprendront l'idée d'une « révolution » politique dans leurs propres programmes, se traduisant par une « IV^e République », même si beaucoup mettront d'abord leur espoir dans la naissance de nouveaux partis. Les partis de gauche de la III^e, quant à eux, seront les principaux relais qui permettront de traduire dans le programme du CNR les réformes économiques et sociales esquissées dans la Déclaration. ■

- (1) Du discours de Pétain du « vent mauvais » le 12 août 1941 jusqu'au retour du germanophile Laval en avril 1942.
- (2) Discours du 15 novembre 1941 à l'Albert Hall de Londres.
- (3) C'est nous qui soulignons.
- (4) Cf. le rapport politique de Pineau à Londres, le 8 juillet 1942 (AN, fonds BCRA) et son autobiographie *La Simple Vérité*. Phalanx, 1983 (rééd.).
- (5) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996, p. 379.

Pistes d'exploitation pédagogique

L'analyse des réactions à la déclaration peut être illustrée par sa présentation dans les journaux clandestins (place, commentaire, etc). Voir sur le site Gallica (www.gallica.bnf.fr), en plus du *Populaire*, *Libération* (nord) n° spécial 12 juin 1942, *Libération* (sud) n° 13, 3 juin 1942, *Combat* n°2 de mai 1942, *Le Franc-Tireur* n° 8, juin 1942. Pour trouver facilement ces 5 titres, tapez dans le champ « recherche avancée » les cotes RES-G-1470 (354), RES-G-1470 (210), RES-G-1470 (211), RES-G-1470 (68), RES-G-1470 (155).